



**Discours du Président fédéral Frank-Walter Steinmeier
à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire d'Action
Signe de Réconciliation – Services pour la paix (ASF)
le 27 mai 2018
à Berlin**

Je vous souhaite très chaleureusement la bienvenue, à vous Monsieur Bacon, ainsi qu'à tous ceux ici présents qui ont connu des souffrances incommensurables sous le régime national socialiste. Je vous suis très reconnaissant d'être parmi nous en cette occasion.

Je tiens à remercier Jehuda Bacon pour ses paroles bien entendu, mais en réalité pour bien plus encore.

Lorsque j'ai entendu pour la première fois votre histoire, cher Monsieur Bacon, j'ai pensé que nous devrions vous remercier pour votre vie encore bien plus que pour vos paroles, vous remercier de vivre et de la manière dont vous vivez.

Ceux qui connaissent votre histoire savent que survivre, dès le moment où l'on en fait le choix, n'était pas une question d'instinct.

« So lange wir leben, müssen wir uns entscheiden » (Tant que nous vivons, nous devons nous décider), tel est le titre que vous avez donné à votre livre écrit avec Manfred Lütz. C'est en même temps la conclusion que vous avez tiré pour votre vie après Auschwitz.

Et c'est vrai, nous devons constamment faire des choix ! Cependant, ce choix horrible entre vivre ou mourir est une décision que la majeure partie d'entre nous ici présents n'ont jamais dû prendre, sans parler des conditions dans lesquelles vous avez dû la prendre. Ce que signifie être livré à la logique de mépris de l'homme d'un régime qui s'arrogeait le droit de vie ou de mort est à peine concevable.

Et c'est parce qu'il nous incombe et nous incombera toujours d'empêcher que l'histoire ne se répète que nous avons besoin de personnes comme vous, cher Monsieur Bacon. Pas seulement parce que vous êtes prêt, avec nous, à plonger votre regard dans l'abîme

mais parce que vous nous avez donné l'exemple et montré que nous n'avons pas besoin d'avoir peur.

Nous pouvons nous décider. Oui, toute notre vie durant, il nous faut faire des choix. C'est ce que nous ont enseigné des personnes comme vous. Et c'est pourquoi Action Signe de Réconciliation – Services pour la paix n'aurait pu espérer meilleur orateur que vous en ce 60e anniversaire.

Encore une fois, je vous remercie beaucoup de votre présence parmi nous.

Qui n'a pas voulu les crimes commis sous le national-socialisme et la souffrance alors infligée n'a pas fait assez pour l'empêcher, dit en substance l'appel à la fondation de l'ASF il y a 60 ans.

Cette phrase est à la fois simple et claire. Elle s'appliquait à la génération qui a vécu sous et avec le national-socialisme. Il a toujours été controversé de parler de culpabilité s'agissant d'un collectif. Et pourtant, cet aveu de culpabilité était un pas nécessaire pour briser le silence sur les crimes. Mais aujourd'hui, en tournant le regard vers l'avenir, nous les générations suivantes nous rendons compte de la nécessité tout aussi claire d'assumer cette responsabilité : en effet, qui cherche à éviter l'abîme doit le connaître, doit savoir où se situe le danger, quelle forme il peut prendre et quelle langue il parle.

Et il doit faire assez pour ne pas le laisser acquérir du pouvoir sur lui et sur les autres. Nous ne pourrions donc pas épargner aux générations futures ce regard sur le passé.

Mais l'ASF voulait plus que cela. Son fondateur, Lothar Kreyssig, et ses quelques compagnons de route voulaient envoyer des signes. Des signes de reconnaissance de la culpabilité et de la responsabilité, surtout dans les pays qui avaient le plus souffert de la domination allemande en Europe, en Pologne et en Russie, mais aussi en Israël, l'État dont la fondation restera toujours associée aux crimes allemands perpétrés contre les Juifs d'Europe.

Lothar Kreyssig voulait envoyer des signes parce qu'il avait reconnu que, sans la prise de responsabilité des Allemands, il n'y avait pas d'avenir de paix en Europe. Il le voulait parce qu'il savait que sans cette prise de responsabilité, la réconciliation des Allemands entre eux ne durerait pas non plus. Lothar Kreyssig, qui est resté en Allemagne de l'Est dans un premier temps après la construction du mur, a renoncé en 1962 à diriger l'organisation pour toute l'Allemagne. Mais sous sa direction en RDA, l'ASF est restée un pont reliant les Allemands des deux parties du pays. Ils partageaient la responsabilité d'une histoire commune, qu'ils le veuillent ou non ! Car les deux États allemands ne pouvaient pas tout simplement se débarrasser du passé, pas plus qu'ils ne pouvaient réécrire l'Histoire.

Lothar Kreyssig tirait ses enseignements de sa vie dans un État qui s'était effondré après des meurtres de masse et les pires crimes contre l'humanité. Il aspirait à un autre État allemand, un État de droit. Lothar Kreyssig, cet ancien magistrat du tribunal régional de Chemnitz, était un « juge très capable », aussi compétent en droit pénal que civil, d'un « tempérament ouvert, respectable, responsable et consciencieux », comme le mentionne son dossier personnel daté de 1935, un homme qui, comme on pouvait s'y attendre, ne postula pas sous le régime nazi à de plus hautes fonctions parce qu'il défendait « courageusement son opinion vis à vis de chacun », y compris concernant l'État national-socialisme !

Or, peu après 1933, il n'avait déjà pas une bonne opinion de l'État national-socialiste. Il ne cachait d'ailleurs pas son hostilité au régime, comme il est précisé à un autre endroit de son dossier. Il n'a jamais adhéré au NSDAP, le parti national-socialiste allemand. Ses jours au service de la justice étaient donc comptés.

Apprenant que des malades de l'hôpital psychiatrique de Brandebourg-Görden, privés de leurs droits, avaient été envoyés en secret, sans en informer le juge des tutelles, au centre de mise à mort de Hartheim, il porta plainte pour meurtre contre le Reichsleiter Philipp Bouhler, chargé par Hitler de l'extermination systématique d'adultes handicapés physiques et mentaux dans le cadre du programme Aktion T4.

Un « mot du Führer » ne crée pas un droit, telle demeurait sa conviction. Et cette conviction, il ne la gardait pas pour lui !

Ceux qui ne voulaient pas reconnaître la volonté d'Hitler comme instrument juridique n'avaient pas leur place dans l'État de non droit, et à plus forte raison dans la justice. Mais le chrétien pratiquant qu'était Lothar Kreyssig avait pris sa décision : ne pas se rendre complice mais agir selon sa conscience. Il proclama sa résistance : « Le droit, c'est ce qui sert au peuple. Au nom de cette horrible doctrine jusqu'ici restée incontestée par tous les gardiens de la loi en Allemagne, des champs entiers de la vie collective ont été privés de leurs droits », écrit-il le 8 juin 1940 au ministre de la Justice du Reich, Franz Gürtner. Il se doutait que le programme Aktion T4 d'extermination de ce qu'on qualifiait de « vie indigne » n'était qu'un début et qu'il ne s'agissait pas seulement de créer des espaces de non droit mais que c'était le droit lui-même qui devait être éliminé. Or comment un bon juriste comme lui aurait-il pu fermer les yeux devant cette évolution ?

Lothar Kreyssig sait bien évidemment pourquoi en 1958, plus d'une décennie après la fin de la guerre, il observe chez ses compatriotes une « sourde paralysie » et une « assurance peureuse », comme il l'écrit dans l'appel à la fondation de l'ASF, une façon peu enjolivée de décrire la réticence des Allemands à assumer leur passé.

Lothar Kreyssig considérait le terme « Vergangenheitsbewältigung » utilisé en République fédérale pour traduire la prise de responsabilité des crimes perpétrés en Europe au nom des Allemands, comme la condition sine qua non au retour de son pays dans la communauté internationale et son intégration en Europe. Les signes de réconciliation et services pour la paix créés tout d'abord dans les pays voisins d'Europe occidentale, puis par la suite d'Europe orientale, devaient aider à mettre un terme à la division de l'Europe et conduire, selon Lothar Kreyssig, à une « nouvelle conception approfondie du bon voisinage entre les peuples ».

Au cours de nombreuses conversations avec des volontaires de l'ASF, j'ai pu voir ce que réaliser cette idée veut dire. Il s'est agi de belles rencontres, de rencontres particulièrement vivantes, au cours desquelles on ressentait toujours l'immense trésor d'expériences déjà acquis par ces jeunes pendant leur service volontaire, combien ils puisaient dans ce savoir et combien ils pouvaient en faire profiter les autres. Je me souviens tout spécialement d'une rencontre à Jérusalem.

Ma femme et moi étions assis face à un groupe de jeunes pour lesquels l'année qu'ils vivaient était bien plus qu'une année intermédiaire entre l'école et une formation ou des études. C'était une phase d'orientation. Tous avaient beaucoup réfléchi aux relations germano-israéliennes et à leur propre rôle, et ils en avaient aussi longuement discuté. L'un d'entre eux – ce qui m'a fait particulièrement plaisir – avait choisi de se lancer dans la politique.

En parlant avec Christoph Heubner, que j'ai rencontré régulièrement dans le cadre de notre engagement en faveur de l'Europe orientale et de la Pologne, j'ai eu l'occasion d'apprendre ce que le service pour la paix de l'ASF représente pour de nombreux volontaires et employés de l'organisation. Cher Monsieur Reimers, vous tous qui portez aujourd'hui des responsabilités au sein de cette organisation, vous défendez des objectifs et des valeurs à une époque où les contemporains du national-socialisme ont pratiquement tous disparu et où beaucoup de choses risquent d'être refoulées ou de tomber dans l'oubli.

Il est d'autant plus urgent que nous disions à ceux qui, aujourd'hui, manifestent à Berlin qu'il n'y a pas de point final à la responsabilité historique.

Qu'est il advenu de l'appel de Lothar Kreyssig en faveur d'une nouvelle conception du bon voisinage entre les peuples ? En quoi est il actuel ? 180 volontaires venus de 13 pays accompagnent des personnes âgées, des survivants de la Shoah, des personnes défavorisées ou souffrant d'un handicap physique ou mental. L'année dernière, l'ASF a organisé 26 camps d'été dans 17 pays européens et elle participe à des projets d'éducation à la politique et à l'histoire. Elle sensibilise aux conséquences du national-socialisme, à l'antisémitisme

et au racisme hier et de nos jours. Le projet « Oppression et résistance. Les chances de la société civile dans le passé et le présent de l'Europe », qui bénéficie du soutien de l'Union européenne, était l'un des points forts de 2017. Quatre camps d'été, en Lituanie, Italie, Grèce et Hongrie, se sont consacrés aux messages clés de l'ASF : Speak out for Peace, Remember (your) history, Welcome refugees et Resist populists. Avec ses programmes d'éducation politique comme ce projet, l'ASF est une réassurance indispensable contre le populisme de droite, le révisionnisme, la xénophobie et l'europhobie.

Mais le travail de mémoire comporte également des temps d'arrêt comme l'écrit Charlotte Kaiser, une jeune fille née en 1999 qui a travaillé comme volontaire aux États Unis au Illinois Holocaust Museum and Education Center. Le souvenir des atrocités nazies conduit, selon elle, à un geste d'humilité envers les victimes.

Le bon voisinage entre les peuples que souhaitait Lothar Kreyssig est devenu, grâce à Action Signe de Réconciliation – Services pour la paix, ce que nous appelons aujourd'hui une société civile vivante.

Le 60e anniversaire de l'ASF est une bonne et belle occasion de jeter un regard non seulement sur l'action de l'ASF mais aussi sur son histoire et son fondateur. Je pense effectivement que nous aurions dû, par le passé, nous référer plus souvent et avec plus d'empathie à des modèles comme Lothar Kreyssig ou Fritz Bauer, que l'exemple qu'ils ont donné a été trop longtemps trop peu connu. Je ne savais pas jusque tout récemment moi même que Fritz Bauer, auquel j'aurai l'honneur de rendre hommage dans quelques semaines dans l'église Saint-Paul de Francfort sur le Main, était un grand partisan de l'ASF et qu'il lui a légué une grande partie de sa fortune.

Prendre la responsabilité de sa propre histoire a été un long et parfois difficile processus. Cela n'a été ni une rééducation imposée ni une humiliation, mais une prise de conscience lente et durable, et finalement une libération. Même aujourd'hui, nous Allemands n'avons pas d'autre choix que d'assumer cette responsabilité. Je dis cela à propos de certaines nouvelles manœuvres révisionnistes. Honte à ceux qui minimisent à nouveau les crimes de la guerre de destruction et du génocide. Nous devrions avoir conscience de ceci : la mise au net du passé et la responsabilité politique sont au cœur de notre démocratie.

Sans elles, notre démocratie, notre pays n'est plus le même !

Cette voie a non seulement ramené l'Allemagne dans la grande famille européenne, elle a aussi été la condition qui a permis à la République fédérale d'Allemagne de devenir le pays que nous sommes aujourd'hui : un voisin respecté au sein de l'Europe et qui bénéficie de sa confiance.

Cette introduction à notre prise de conscience, notre pays la doit à Lothar Kreyssig et aux nombreux volontaires de l'ASF qui ont suivi son appel et son exemple. Nous leur disons un grand merci.

Et je conclurai en disant qu'un soixantième anniversaire – je suis bien placé pour vous le dire – est une bonne occasion de faire plein de projets. Je vous souhaite de tout cœur de les réaliser !